

Centre d'Excellence
Evidence – Policy – Action (EPA)

Écosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil du Niger

Abdoulahi Garba, Abdoul Kader Namata Issa, Ariel Hardy Houessou, Rodrigue
Castro Gbedomon, Sourou Fréjus Thoto, Diatou Ndiaye, Amadou Gueye,
Laure Tall & Cheick Oumar Ba.



Août 2024

La présente étude a été réalisée sous le projet « 110286-001, Centre régional pour l'application des connaissances et l'élaboration de politiques publiques fondées sur les données probantes en Afrique de l'Ouest – pays francophones d'Afrique », grâce à une subvention de la Fondation William and Flora Hewlett, de la Fondation Robert Bosch, et du Centre de recherches pour le développement international du Canada.

Le projet 110286-001, plus connu sous le nom « Centre d'Excellence Evidence – Policy – Action » est mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative globale « Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS)».

Citation

Garba, A., Namata Issa, A.K., Houessou, A.H., Gbedomon, R.C., Thoto, S.F., Ndiaye, D., Gueye, A., Tall, L., Ba, C.O., (2024). **Ecosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil du Niger**. Rapport de recherche. 43 p. Doi : 10.61647/aa88147



Copyright ACED et IPAR, 2024

Image de couverture : Une femme utilisant le tableau de bord de données analytiques

Crédit photo : © Freepick

Dépôt légal : 16925

ISBN : 978-99982-2-450-6

DOI : 10.61647/aa88147



Ce document est protégé par un droit d'auteur qui encourage le partage de la connaissance et de la créativité. Il peut être partagé et redistribué à condition de citer nommément les auteurs.

Toute utilisation à des fins lucratives est strictement interdite. Toute modification, transformation, ou adaptation d'une manière quelconque du document doit requérir l'avis des auteurs.

Les avis, opinions et jugements contenus dans ce document ne reflètent aucunement une position prise ni de ACED, ni de IPAR, et de leurs partenaires. Ils relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Contents

Messages clés	4
Introduction	5
Structure de l'écosystème : caractérisation globale	7
Principaux acteurs de l'écosystème	10
Fonctionnement de l'écosystème	15
Processus décisionnels en cours et besoins critiques	23
Quelques expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels	28
Conclusion	31
Annexes	32
À propos des auteurs	38
Remerciements	41

Messages clés

- L'écosystème des données probantes et des politiques de développement autour des thématiques ciblées¹ au Niger comprend plus d'une vingtaine d'acteurs dont les ministères sectoriels et directions techniques, l'Institut National de la Statistique, les centres universitaires et de recherche, les organisations non gouvernementales, les structures de missions spécialisées, et les partenaires techniques et financiers.
- Les acteurs de cet écosystème jouent chacun un rôle spécifique dans la production, l'intermédiation, et l'utilisation des données probantes. Les ministères et directions techniques, et dans une moindre mesure les centres universitaires et de recherche produisent les données primaires pour informer les politiques. L'Institut National de la Statistique intervient comme un acteur clé en traitant, agrégeant et diffusant les données secondaires. Les partenaires techniques et financiers et les organisations non gouvernementales apportent un soutien technique et financier, réalisant également des études thématiques pour éclairer les décisions politiques.
- Les acteurs de l'écosystème entretiennent des relations étroites mais peu coordonnées. De ce fait, l'écosystème est très fragmenté, avec de nombreux acteurs produisant des données de manière autonome et suivant leur propre agenda, sans une coordination globale. Pourtant, l'écosystème bénéficie d'un ensemble d'instruments d'orientation autour des thématiques ciblées dont le Plan de Développement Économique et Social (PDES-22-26), le Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP-24-26), la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive du Niger à l'horizon 2035, le Plan National pour la Sauvegarde de la Patrie, ainsi que les politiques sectorielles relatives aux secteurs ciblés.
- Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs de l'écosystème des acteurs sont très limitées notamment pour la production, la mobilisation, la diffusion et l'utilisation des données probantes. Les acteurs soulignent l'absence d'une plateforme intégrée pour le partage des données probantes, ainsi que des outils de suivi et évaluation des politiques publiques.
- Les acteurs ont identifié les pistes suivantes pour rendre l'écosystème plus habilitant : coordination des efforts de l'écosystème, renforcement de capacités des acteurs, apprentissage en tirant parti des expériences réussies au Niger et ailleurs.

1 Systèmes alimentaires, développement humain, environnement et cohésion sociale

Introduction

La production et l'utilisation des données probantes pour informer les processus de politiques publiques apparaît comme un véritable défi dans nos pays. C'est particulièrement ce constat qui a fondé l'initiative du Centre d'Excellence Evidence – Policy – Action. Le Centre se positionne comme un laboratoire et un hub d'expertises au service des décideurs politiques et des praticiens de développement. Il se déploie à travers quatre programmes à savoir : (i) un programme de renforcement de capacités, (ii) un programme d'appui à la mobilisation et à la valorisation des données probantes, (iii) un programme d'appui à l'institutionnalisation du recours systématique aux données probantes, et (iv) un programme de facilitation du co-apprentissage et du partage des connaissances.

L'approche de l'intervention inclusive et participative au cœur de ses activités nécessite d'une part une meilleure connaissance des acteurs et d'autre part une connaissance fine de leurs besoins. A cet égard, les activités du Centre ont donc démarré dans chaque pays par une cartographie de l'écosystème des données probantes qui comprend une curation web, une concertation au niveau pays avant de conduire à l'élaboration d'un document de synthèse.

Les concertations de pays ont regroupé à chaque fois des acteurs de profils variés, incluant les décideurs politiques, les représentants de la société civile et de la recherche. Au-delà du renforcement de la connaissance mutuelle entre les acteurs, ce fut l'occasion d'identifier les contraintes pour une promotion des politiques informées par les données probantes ainsi que les besoins prioritaires d'accompagnement dans les pays.

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), en consortium pour la mise en œuvre de l'initiative, se positionnent comme des acteurs transversaux d'accompagnement pour l'amélioration de l'efficacité de l'écosystème des données probantes dans les sept pays cibles en Afrique de l'Ouest francophone. Ces structures ne se substituent pas à celles déjà actives dans l'écosystème national mais s'inscrivent dans une logique de synergie.

La présente note expose les principaux résultats de la cartographie de l'écosystème des données probantes au Niger. Elle est organisée en six parties : l'introduction, la structure de l'écosystème, le fonctionnement de l'écosystème, les besoins actuels et critiques en données probantes, les expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels et la conclusion.

01

Structure, acteurs et fonctionnement de l'écosystème des données probantes

Structure de l'écosystème : caractérisation globale

L'écosystème des données probantes et des politiques de développement est caractérisé par une diversité d'acteurs dont :

- **Les ministères et autres directions techniques sont les principaux acteurs de production des données probantes de leurs départements.**

Pour cela, chaque ministère est doté de Directions en charge des Études, de la Programmation et de la Statistique, avec des déclinaisons au niveau déconcentré. En général, les autres directions des Ministères disposent d'une fonction de production des données qui contribuent à alimenter les directions transversales (Etudes, Statistiques et Programmation). Le rôle clé des Ministères dans les fonctions de l'écosystème des données probantes s'explique par leur position prépondérante dans les processus des politiques, c'est-à-dire, la formulation, la mise en œuvre et la communication sur les résultats de leurs actions. Dans le tableau 1 sont présentés les principaux Ministères et Directions techniques par thématique.

Tableau 1 : Ministères et Directions clés par thématiques sont les suivantes

Domaines thématiques	Ministères et Directions clés
Systèmes alimentaires	• Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage • La Direction Générale de l'Agriculture • La Direction Générale de l'Elevage • La Direction de la pêche.
Développement humain	• Le Ministère de la Fonction Publique, de l'Emploi et du Travail • Le Ministère de l'Education Nationale • Le Ministère de la Santé Publique/Promotion de la Femme • Le Ministère de la Jeunesse et des Sports • La Direction Générale de la Protection Sociale • La Direction Générale de la Promotion de la Femme • La Direction Générale de la Jeunesse.
Environnement	• Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable • La Direction Générale des Forêts et Faunes • La Direction en charge de la Récupération des Terres.

Domaines thématiques	Ministères et Directions clés
Fragilité/cohésion sociale	• Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique • Le Ministère de l'Action Humanitaire/ Gestion des Catastrophes • Direction Générale de la Protection Sociale • La Direction Générale de l'Administration territoriale • La Direction Générale de la Résilience • La Direction de l'Action Sociale.

● **Les structures de missions spécialisées : elles sont créées par le gouvernement, avec un mandat incluant la réalisation d'analyses sur des thèmes spécifiques**

C'est le cas notamment du Centre National de coordination du mécanisme d'Alerte Précoce et de réponse aux risques sécuritaires (CNAP) et du Centre National d'Etudes Stratégique et de Sécurité (CNESS), du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) ou encore de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF), la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), le Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME).

- **l'Institut National de la Statistique (INS)** : L'INS a d'abord un rôle de producteur des données probantes, du fait de son monopole dans la réalisation des recensements et des enquêtes statistiques nationales. De plus, il est inter-médiateur, car il traite, agrège et diffuse des données secondaires à partir des données primaires produites par les ministères.
- **les Universités et centres de recherche spécialisés** : le Niger compte huit Universités publiques dont une par région. La plus ancienne et la plus importante, en termes d'effectifs et de domaines couverts, est l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Cependant, leur politique de communication ainsi que leurs approches de partage et dissémination des résultats de leurs recherches, font souvent l'objet de critiques par les utilisateurs des données.
- **les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les Associations de Développement (AD) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)** : les ONG/AD et PTF sont beaucoup plus utilisateurs des données probantes. Dans le même temps, ils participent à la production des données soit en appuyant les structures publiques soit en réalisant des études thématiques. Ils contribuent également à l'intermédiation. Cependant, à l'instar des Universités, une des questions qui se posent parfois est l'accessibilité de ces données au commun des acteurs. En plus du problème d'efficacité des approches de communication et de dissémination, ces acteurs ont tendance à produire leurs données pour le besoin de leur propre utilisation.

Dans le tableau 2 est présentée une caractérisation des acteurs suivant leurs rôles de production, d'utilisation ou encore d'intermédiation.

Tableau 2 : Rôle par catégorie d'acteurs clés de l'écosystème des DP au Niger

Acteurs	Rôle principal	Autres rôles
Ministères	Production	Utilisation, Intermédiation
INS	Production	Intermédiation, Utilisation
Structures de mission	Intermédiation	Production, Utilisation
ONG/AD/PTF	Utilisation	Production, Intermédiation

Principaux acteurs de l'écosystème

Acteurs clés par thématique

La cartographie des acteurs clés en matière de production des données probantes a porté sur les thématiques prioritaires suivantes : les systèmes alimentaires, le développement humain, la fragilité et la cohésion sociale, ainsi que l'environnement. À cela s'ajoute la thématique transversale liée au genre, à l'équité, à l'inclusion et à la diversité. Un point sera consacré également aux acteurs dits transversaux.

● Systèmes alimentaires

Les orientations dans ce domaine sont définies dans la politique nationale de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (SANDAD) traduite dans l'initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). Les acteurs clés de la thématique sont l'INS, le Haut-Commissariat à l'initiative 3N (HC3N), les ministères chargés de la mise en œuvre de la politique SANDAD (Agriculture, Élevage, Environnement), les Acteurs Non Etatiques (ANE) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Les ANE sont dominés par la Plate-Forme Paysanne du Niger (PFPN) qui regroupent les principaux réseaux de producteurs par filière agricole, Alternative Espace Citoyens (AEC), l'Association Nigérienne pour la Dynamisation des Initiatives Locales (KARKARA) ainsi que des ONG internationales comme SWISSAID, CARE et OXFAM. S'agissant des PTF, on retrouve principalement la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la FAO. Au niveau bilatéral, le principal partenaire est l'Union Européenne (UE). Dans le tableau 3 sont présentés les acteurs clés et leurs rôles, et la thématique des « Systèmes alimentaires ».

Tableau 3 : Acteurs clés & rôles, thématique de « Systèmes alimentaires »

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
Ministères Secteur SANDAD (Agriculture, Elevage, Environnement)	+++	+++	++
INS	+++	++	+++

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
HC3N	+	++	+++
ANE : PFPN, KARKARA, AEC, SWISSAID, CARE, OXFAM	++	++	+
PTF dont : BM, BAD, FAO, UE	+	+++	++

Echelle : +++ : fort ; ++ : moyen ; + : faible

● Développement humain

En matière de production des données probantes, les acteurs clés dans le domaine du développement humain sont les Ministères en charge des politiques sociales (Education, Travail et Emploi, Santé et Population, Jeunesse), les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et les Acteurs Non Etatiques (ANE). Les Ministères les plus concernés sont ceux de l'Education, de la Protection Sociale et de l'Emploi, de la Santé et Population, et de la Jeunesse.

S'agissant des PTF, les plus importants comprennent les Agences du Système des Nations Unies, à savoir l'UNICEF, la Banque Mondiale (BM), le Bureau International du Travail (BIT), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En plus des Agences UN, il y a la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union Européenne (UE).

Parmi les Acteurs Non Etatiques, on compte parmi eux les ONG internationales CARE INTERNATIONAL, PLAN NIGER, SAVE THE CHILDREN. Au niveau national, les ONG les plus présentes sont : Femmes-Actions-Développement (FAD), Alternative Espace Citoyens (AEC) et l'Association pour le Secours au population vulnérable (DIKO).

Dans le tableau 4 sont présentés les acteurs clés et leurs rôles dans le Développement Humain.

Tableau 4 : Acteurs clés & rôles, thématique de « Développement Humain »

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
- Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle ; - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi ; - Ministère de la Santé Publique et de la Population ; - Ministère de la Jeunesse	+++	+++	++

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
INS	+++	++	+++
PTF dont : UNICEF, BM, BIT, FNUAP, OMS, BAD, UE.	+	+++	+++
ONG/AD : CARE, PLAN NIGER, ONG FAD, AEC ou ONG DIKO.	+	+++	++

● Fragilité et cohésion sociale

Les Ministères dont l'action intègre la thématique de fragilité et cohésion sociale sont principalement ceux en charge de la défense, de la sécurité publique, du travail et de l'emploi, de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes. Au titre des acteurs intervenants dans le domaine de la fragilité et de la cohésion sociale, on peut citer des structures spécialisées comme : le secrétariat de la Stratégie de Développement de la zone Sahelo-saharienne (SDS), la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS), Centre National de coordination du mécanisme national d'Alerte Précoce et de réponse aux risques sécuritaires (CNAP).

Dans le tableau 5 sont présentés les acteurs et leurs rôles par rapport à la thématique de Fragilité et cohésion sociale.

Tableau 5 : Acteurs clés & leurs rôles, « Fragilité et cohésion sociale »

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
Ministères en charge de la Sécurité et la Défense	+++	+++	++
Ministère de l'Action Humanitaire	+++	+++	++
SDS et HACP	+	+++	++
CNESS et CNAP	++	+	+++
INS	+	+	+
ANE : SWISSAID, CARE International, OXFAM,	++	+++	++
PTF dont : Banque mondiale, UNICEF, BAD, UE	++	+++	++

● Environnement

Pour cette thématique, les principaux acteurs des données probantes comprennent le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie

au Développement (ACMAD), la Commission pour la Grande Muraille verte et le Centre Régional AGRHYMET. Il faut souligner aussi que, les acteurs de l'écosystème des systèmes alimentaires sont aussi concernés par la problématique de « l'Environnement », à savoir le Haut-Commissariat à l'initiative 3N (HC3N) ainsi que le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, et celui de l'Environnement et Développement Durable.

Tableau 6 : Acteurs clés & leurs rôles, « Environnement »

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
Ministères du Secteur SANDAD (Agriculture, Elevage, Environnement)	+++	+++	++
INS	+++	++	+++
HC3N	+	++	+++
CNEDD, ACMAD et AGRHYMET	++	+	+++
ONG et AD : PFPN, ONG KARKUA, ONG IDI VERT, Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSE), OXFAM, CARE International	++	++	+
PTF dont : PNUD, Banque Mondiale, BAD, Union Européenne	+	+++	++

● Genre, Équité, Inclusion et Diversité

C'est une thématique transversale. Autrement dit, dans le cadre de la production et l'utilisation des données probantes, les acteurs des thématiques spécifiques doivent intégrer le caractère transversal du genre, de l'équité, de l'inclusion et de la diversité.

Au titre des structures publiques, on peut citer spécifiquement le Ministère de la Santé Publique, de la population et des affaires sociales, le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi (qui porte la politique nationale de la protection sociale), l'Institut National de la Statistique (INS) et l'Observatoire National de la Promotion du Genre (ONPG). De même, les Universités réalisent également des travaux de recherche sur cette thématique.

Du côté des PTF, certaines Agences du Système des Nations Unies, comme ONUFEM, FNUAP, le BIT et le PNUD, sont particulièrement intéressées par la production et l'utilisation des données liées au genre, à l'équité, à l'inclusion et à la diversité.

En ce qui concerne la société civile, l'agenda de toutes les organisations actives au Niger comprend cette thématique transversale. Parmi les plus présentes, on peut citer l'Association Nigérienne des Droits de l'Homme

(ANDDH), la Section Nigérienne de Transparency, Sahel Jeunesse Femmes et Enfants (SJFE) ou encore la Plate-Forme Paysanne du Niger (PFPN), le Rassemblement Démocratique des Femmes au Niger (RDFN) ou encore le Réseau Panafricain pour la Paix, la Démocratie, et le Développement (REPPAD).

Dans le tableau 7 sont présentés les acteurs clés et leurs rôles dans le genre, l'équité, l'inclusion et la diversité.

Tableau 7 : Acteurs clés & rôles, thématique « Genre, équité, inclusion et diversité »

Acteurs clés de la thématique	Rôle et degré de positionnement		
	Producteur	Utilisateur	Inter-médiateur
Ministères, en particulier :			
• Ministère de la population et de la promotion de la femme			
• Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi	+++	+++	++
• Ministère de la Jeunesse			
INS	+++	++	+++
ONPG	+	++	+++
ONG et AD dont : PFPN, RDFN, ANDDH, REPPAD, OXFAM	++	++	++
PTF dont : ONUFEM, UNICEF, FNUAP, PNUD	+	+++	++

Les acteurs transversaux

En lien avec la problématique des données probantes, certains acteurs interviennent au niveau de toutes les thématiques. Ces acteurs sont dits transversaux dans la mesure où leurs rôles couvrent tous les domaines des politiques publiques. Ils sont principalement :

- **le Ministère de l'Économie et des Finances** : d'abord, à travers la Direction Générale du Plan, il est chargé de coordonner l'élaboration des plans de développement à moyen terme et d'accompagner les ministères dans la formulation des stratégies et politiques sectorielles. Ensuite, la Direction Générale du Budget coordonne l'élaboration des programmes budgétaires de la loi des finances et suit leur mise en œuvre ;
- **l'Institut National de la Statistique (INS)** : comme indiqué précédemment, l'INS produit des données à travers des enquêtes nationales. Ses actions les plus connues sont le recensement général de la population et de l'habitat, les enquêtes nationales sur la pauvreté ou encore le recensement du cheptel. Il réalise aussi des études approfondies sur

des thématiques sectorielles. De même, par son rôle d'inter-médiateur, l'INS traite, agrège et diffuse des données secondaires à partir des données primaires produites par les ministères.

- **les Universités généralistes** : elles contribuent à la production des données probantes grâce à la réalisation des études, la publication des articles spécialisés et autres supports de travaux de recherche.

Fonctionnement de l'écosystème

Relations entre les acteurs

En matière de production de données probantes fiables, quelle que soit la thématique, les différents acteurs de l'écosystème doivent entretenir des interrelations vives. Ainsi, qu'il s'agisse des Ministères, des structures publiques spécialisées, des Partenaires Techniques et Financiers ou des Acteurs Non Etatiques (ONG et Associations), ces acteurs ont des rôles, parfois complémentaires, dans la promotion des données probantes sur tout le cycle de production primaire, de traitement, d'analyse ou de diffusion auprès des utilisateurs. Il est évident que beaucoup d'acteurs dépendent fortement des ministères techniques, notamment du fait de leur rôle clé dans la production systématique des données primaires et le management des politiques publiques.

L'autre acteur qui crée une relation de dépendance vis-à-vis de son action est l'INS grâce à sa fonction de production de données secondaires et de pilotage des enquêtes sur les statistiques nationales. Les ANE et les PTF sont également sollicités pour un accompagnement technique et financier aux structures publiques et réalisent aussi des études thématiques ayant un grand apport à des politiques publiques.

Les universités et les structures de recherches qu'elles abritent, de même que les think tanks sont des acteurs importants dans l'écosystème, surtout en matière de production et d'utilisation de données probantes. Toutefois, leur rôle est faiblement perceptible à cause de la dimension de la valorisation et le partage de connaissances qui sont faiblement assumés. Ceci fait que l'importance de ces derniers peut être faiblement perceptible dans l'écosystème.

L'évidence des interrelations entre les rôles de production, d'intermédiation et d'utilisation est corroborée par les résultats des travaux de groupes issus de l'atelier de concertation des acteurs.

Sur la figure 1 ci-dessous est schématisé le réseau des relations entre les acteurs de l'écosystème des données probantes au Niger.



Figure 1 : Relations entre les acteurs du domaine

Dans le tableau 8 est illustrée la nature des relations entre les acteurs de la thématique de « systèmes alimentaires ».

Tableau 8 : Relations entre acteurs de la thématique de « systèmes alimentaires »

Acteurs	HC3N	Ministères Secteurs SANDAD	ANE	PTF
HC3N		> <	> <	> <
Ministères Secteur SANDAD	> <		> <	> <
ANE	> <	> <		> <
PTF	> <	> <	> <	

Le signe > montre une relation **de celui-ci vers l'autre** et le signe < montre une relation **de l'autre vers celui-ci**, donc ceci "> <" montre une relation **dans les deux sens**

Il apparaît clairement que le Haut-Commissariat à l'initiative « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (HC3N) joue un rôle de premier plan relativement aux données probantes. En effet, en relation avec les ministères, il détermine les besoins en données pour opérationnaliser et analyser la performance de la Politique Nationale de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (SANDAD). Les autres acteurs (ANE et PTF) appuient le HC3N et les ministères dans la production des données en les accompagnant directement et en réalisant des études spécifiques ou en contribuant à la dissémination des données existantes.

Les résultats des travaux du groupe sur la thématique du développement humain sont consignés dans le tableau 9.

Tableau 9 : Relations entre les acteurs du domaine du développement humain

Acteurs	Ministères sociaux	INS	PTF	ANE
Ministères secteurs sociaux : MSP/P/AS ; MEN ; PS/P		> <	> <	> <
INS	> <		> <	> <
PTF	> <	> <		
ANE	> <	> <	> <	

Contrairement au cas de la thématique « Systèmes Alimentaires », le secteur du développement humain ne dispose pas d'une politique fédératrice. Cela signifie que, tout en collaborant, les ministères définissent leurs politiques et analysent la performance de mise en œuvre de leurs politiques sectorielles. Ces ministères bénéficient de la participation des autres acteurs (PTF et ANF) qui contribuent à la production, l'intermédiation et l'utilisation des données probantes.

Dans le tableau 10 sont présentées les relations des acteurs du domaine de fragilité et cohésion sociale.

Tableau 10 : Relations des acteurs du domaine de fragilité et cohésion sociale

Acteur	Ministères	SDS	HACP	CNESS	CNAP	ANE/PTF
Ministères		> <	> <	> <	> <	> <
SDS	> <		> <	> <	> <	> <
HACP	> <	> <		> <	> <	> <
CNESS	> <	> <	> <		> <	> <
CNAP	> <	> <	> <	> <		> <
ANE/PTF	> <	> <	> <	> <	> <	

Les ministères (Défense, Sécurité publique, Protection sociale) portent les politiques et stratégies publiques. A ce titre, ils produisent et utilisent les données probantes dans le cadre de la définition et le suivi de la performance de leurs actions. De même, ils collaborent avec les structures spécialisées ainsi que les ANE/PTF qui appuient la production et l'utilisation des données. Les structures spécialisées et les ANE/PTF interagissent également, notamment en matière de production (études) et d'intermédiation des données probantes afin de garantir la cohérence des actions.

Les acteurs des données probantes de la thématique de l'environnement entretiennent de fortes relations comme il apparaît dans le tableau 11.

Tableau 11 : Relations entre les acteurs du domaine de l'environnement

Acteur	HC3N	ME/DD	INS	CNEDD	PTF	ANE
HC3N		> <	> <	> <	> <	> <
ME/DD	> <		> <	> <	> <	> <
INS	> <	> <		> <	> <	> <
CNEDD	> <	> <	> <		> <	> <
PTF	> <	> <	> <	> <		> <
ANE	> <	> <	> <	> <	> <	

A l'instar des autres thématiques, les acteurs de l'environnement (ministère, structures spécialisées, PTF, ANE) entretiennent d'importantes relations dans le cadre de production, d'intermédiation et d'utilisation des données probantes. Pour rappel, le secteur de l'environnement fait partie de la Politique Nationale de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (SANDAD) dont la mise en œuvre est coordonnée par le HC3N.

Principaux instruments d'orientation en matière de politiques informées par les données probantes au Niger

De manière générale, les besoins en données probantes se posent au niveau de toute la chaîne globale de conception et de mise en œuvre de l'action publique dans le contexte du Niger. Cette chaîne de politique comprend essentiellement :

- la vision prospective : Niger 2035 ;
- les politiques sectorielles : cas de l'initiative 3N (pour les secteurs du développement rural) ou de la Politique Nationale de la Protection Sociale qui intègre les aspects de fragilité et de résilience ;
- les Plans de Développement à Moyen Terme, lesquels s'alignent sur les priorités du régime en place. Ils traduisent notamment les lois d'orientation, la vision prospective et les politiques sectorielles ;
- les stratégies sectorielles : en général, elles mettent en œuvre les plans de développement à moyen terme et les politiques nationales ;
- les programmes : opérationnalisation des stratégies ou souvent des politiques ;
- les Projets : opérationnalisation des programmes ou des stratégies sectorielles ;
- les Documents de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD), lesquels traduisent une perspective pluriannuelle des dépenses publiques ;
- les Projets Annuels de Performance : perspective annuelle des dépenses ;
- les rapports d'analyse de la performance : appréciation des résultats de la mise en œuvre.

Les lignes à suivre précisent quelques instruments politiques et stratégiques suivant des domaines thématiques. Ils constituent des processus au cours desquels des besoins en données probantes pourraient être requis.

De manière spécifique, pour la thématique de « **Systèmes alimentaires** », le principal processus politique est la Politique Nationale de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable. Elle a des déclinaisons pour l'Agriculture, l'Elevage et l'Environnement durables.

En ce qui concerne la thématique de « **Développement humain** », les instruments sont :

- la politique nationale de population, 2019-2035 ;

- la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS), 2011 ;
- la Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes au Niger 2020-2030 ;
- la Politique Nationale de la Jeunesse, 2023-2032 ;
- la Politique nationale de genre, 2017 et la Stratégie nationale de prévention et réponse aux violences basées sur le genre, 2017-2021.

Pour ce qui est de la « **Fragilité et cohésion sociale** », les instruments d'orientations sont : la Stratégie Nationale de Prévention et de lutte contre Extrémisme Violent, la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure en matière d'interopérabilité et de coordination, la Stratégie Nationale de Sécurité de Proximité, la Stratégie Nationale de Solutions Durables pour les Personnes Déplacées Intérieur et la politique de sécurité alimentaire.

En lien avec la thématique de « **l'Environnement** », les principaux instruments politiques et stratégiques en cours sont :

- Politique Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, 2016-2021 ;
- Plan National pour l'Environnement et du Développement Durable, 1998 ;
- Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques, 2016-2021 ;
- Stratégie de développement de la Pêche-aquaculture, 2017-2025 ;
- Stratégie et Plan d'Actions de Promotion Produits Forestiers Non Ligneux, 2016.
- Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres, 2015-2021 ;
- Stratégie nationale pour le changement climatique, 2022-2026 ;
- Stratégie nationale pour la biodiversité, 2014-2021.

Principaux besoins en capacités pour la production, l'accès et l'utilisation des données probantes

De manière globale, les besoins des acteurs se résument en renforcement de capacités en matière de collecte, de traitement et d'exploitation des données ainsi que l'analyse des résultats des politiques mises en œuvre.

Ainsi, pour les producteurs et les intermédiaires, l'accent doit être mis sur les méthodes ou outils adaptés de collecte, de traitement, d'analyse, de stockage et de diffusion des données et l'accès aux supports logistiques comme les logiciels par exemple (Tableau 12).

Pour les utilisateurs, les besoins se formulent en capacités d'exploitation des données issues des producteurs et des inter-médiateurs, ce qui renvoie à une plateforme intégrée d'accès aux données probantes sur demande et aux techniques de partage (Tableau 12).

Tableau 12 : Catégories d'acteurs et besoins en capacités (systèmes alimentaires)

Catégories d'acteurs	Besoins en capacités techniques	Points d'attention
Producteurs	• Formation sur les méthodes appropriées de collecte/traitement/analyse ; • Outils numériques de traitement et diffusion.	Développement de plateformes de stockage et de partage.
Utilisateurs	Formation sur les outils d'exploitation des données	Développement de plateformes intégrées et conviviales.
Inter-médiateurs	• Formation sur les méthodes appropriées analyse/diffusion des données ; • Outils numériques de traitement et diffusion.	• Conception de plateformes web • Analyse des besoins des utilisateurs et mise à jour des données.

02

**Besoins critiques
et innovations dans
l'utilisation des données
probantes dans les
processus décisionnels**

Processus décisionnels en cours et besoins critiques

De manière générale, l'amélioration de l'efficacité de l'écosystème des données probantes au Niger constitue un besoin actuel. Il implique l'accompagnement pour lever progressivement les contraintes globales et transversales à toutes les thématiques, notamment (i) de la faiblesse des compétences en matière de production des statistiques, (ii) de l'absence de plateforme fiable d'agrégation et de diffusion des données et, (iii) de la diversité des approches de production des données, une des conséquences du manque de mécanisme de coordination efficace.

Dans les tableaux 13 à 16 sont présentés quelques besoins pour les secteurs ciblés dans cette étude.

Tableau 13 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Système alimentaire »

Processus politiques	Besoins en données probantes	Points d'attention
Politique Nationale de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (SANDAD)	Les données climatiques désagrégées Les statistiques sur la dynamique du cheptel ; Les statistiques inclusives sur la production agricole et les déficits alimentaires ; Les données sur les évidences et impact des interventions liés à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ; Les approches adaptées d'évaluation des résultats (effets et impacts).	Responsables : HC3N, les Ministères Agriculture, Elevage et Environnement ; Responsable Enquêtes et recensements : INS Associés : structures spécialisées (voir 2.2 Acteurs clés).

Tableau 14 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Environnement »

Processus politiques	Besoins	Points d'attention
Initiative 3N (Programme stratégique 7 et 8)	Evaluation de la stratégie Les statistiques sur les approches de protection des bases productives et leur efficacité	L'application des résultats de l'évaluation
Politique nationale en matière de l'environnement et du développement durable	En cours (évaluation et renforcement de capacités)	
SIAR Système d'Information sur l'Agriculture Régionale	Données désagrégées au niveau départemental	
Programme national pour l'environnement et du développement durable	Insuffisance de la contribution des acteurs dans la mise en œuvre	La mise en œuvre n'est pas efficiente
PANA	Achevé, données de la vulgarisation non disponibles	Bilan final de la mise en œuvre
Contributions Nationales Déterminées	Activation de la 5 ^{ème} Communication, renforcement des capacités des acteurs sur les méthodes de mesure de GES	Méthodes d'évaluation de gaz à effet de serre sont internationales (pas nationales),
Plan national d'Adaptation	Achevé, besoin de prolongation du programme (absence des données de l'évaluation)	Vulgarisation du plan sur toute l'étendue du territoire,
Stratégie de développement de la Pêche-aquaculture	Vulgarisation, insuffisance des informations scientifiques sur certaines espèces ou méconnaissance de certaines espèces	Renforcement de capacités
Stratégies de développement des produits forestiers non ligneux	Quantification des productions, ciblage de zones de productions	Sensibilisation en cueillette
Programme de la grande muraille	Mobilisation des ressources, absence de stratégies, absence de données sur l'évaluation	

Processus politiques	Besoins	Points d'attention
Cadre stratégique de dégradation des terres	Statistiques très anciennes, pas assez de données dans les politiques forestières	
Stratégie nationale pour le changement climatique	Insuffisance dans la coordination, besoin de renforcement de capacités et insuffisance du personnel	Financement
Stratégie nationale pour la biodiversité	Évaluée (détections de certaines failles dans la mise en œuvre)	Révisions en cours
Rapport Biennal de Transparence	En cours	
Communication Nationale sur l'environnement	Achevée et présentée à la COP 27	Insuffisance des mobilisations des ressources
Document de l'état de l'environnement	Achevé	
Projet Zones à risques environnementaux et sécheresses	Achevé avec nécessité d'une prolongation de 6 mois	
Projet Agrow (agrocoecological valorization of organic west)	Démarrage et vulgarisation	
3EC-Sahel (Eau environnement et enjeux climatiques au sahel)	En cours de réalisations, évaluation à mi-parcours	
Projet CECC (Cycle de l'eau et changement climatique)	En cours de réalisations, évaluation à mi-parcours	
Programme LMI Avenir Sahel (Laboratoire mixte international-Agrosystème vertueux et résiliente pour une gestion durable des terres semi-arides sahéliennes)	Démarrage, vulgarisation	
Programme AMMA-CATCH (Analyses multidisciplinaires de la mousson africaine-Couplage de l'atmosphère tropicale et du cycle hydrologique)	Bilan et tirer des leçons	Programmes multi-acteurs

Processus politiques	Besoins	Points d'attention
PFAN (projet planification et financement des ressources en eau)	En cours	Bilan à mi-parcours de mise en œuvre
APA (accès équitable et partage des avantages des ressources génétiques)	En cours	Bilan à mi-parcours de mise en œuvre
Politique (coordination) des gestions durables des terres, restauration des forêts et paysages	Insuffisance de personnel et de ressources	Coordination de 16 pays
Activités suivies de feux de brousse	Faible résolution du Capteur MODIS	Haute résolution du Capteur
Prévisions saisonnières	Disponibilité de l'information à temps	Application des méthodes Deep learning, usage de message simplifié et en langue locale
Programme (servir Afrique de l'Ouest, PREDIP, CLINSAT etc)	Absence de coordination	En révision

Tableau 15 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Développement Humain »

Processus politiques	Besoins en données probantes	Points d'attention
Politique nationale de population 2019-2035	- Recensement Général de la Population et Habitat (RGP/H) - Données sur les enquêtes démographiques et de santé, - Analyses thématiques à partir des résultats du RGP/H.	Responsable : INS (recensement) et Ministère en charge de la population ; Le dénombre général de la population et de l'habitat est prévu en décembre 2024) INS, UNFPA, PNUD, BM, UNICEF, Etat
Politique nationale de genre 2017	Evaluation finale ; Etude perceptions genre.	Responsable : Ministère Population ; L'ONPG en tant qu'expertise. ONU FEMMES.
Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre au Niger (2017-2021)	- Evaluation finale - Dynamique VBG (y compris actualisation des données de l'étude sur l'emploi et les déterminants des VBG 2021)	
Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et formation des filles et des femmes au Niger 2020-2030	- Résultats mis en œuvre ; - Données sur la créativité et l'insertion économique.	Ministère de l'Education/INS
Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS), adoptée en 2011	- Evaluation de la Politique - Elargissement de la protection sociale aux métiers informels.	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
Politique Nationale de la Jeunesse 2023- 2032	Enquête Régionale intégrée sur l'emploi et la valorisation des jeunes.	INS et Ministère de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat Jeunes

Enfin, les principaux besoins identifiés pour informer les processus liés à la fragilité et à la cohésion sociales sont principalement : (i) les effets des interventions de consolidation de la paix sur la cohésion sociale, et (ii) l'analyse de l'efficacité des mécanismes de coordination dans la mise en œuvre.

A cela, il faut ajouter la production des données sur les perceptions et attentes des citoyens sur la pertinence de l'action publique en matière de fragilité et de cohésion sociale, les statistiques sur les cas des violations des droits humains en lien avec la lutte contre l'insécurité, l'appréciation de la confiance vis-à-vis du personnel de sécurité, les effets liés à la mise en œuvre de l'Etat d'urgence, le rôle du numérique et celui de la migration.

Les principaux responsables avec lesquels ces initiatives pourraient être muries sont les Ministères en charge de la Sécurité, de la Justice et celui de la Gestion des Crises Humanitaires. Les structures non ministérielles incluent le CNAP, le CNESS, la SDS-Niger et la HACP.



Quelques expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels

Dans le tableau 16 sont présentées quelques expériences innovantes de production et d'utilisation des données probantes pour informer les politiques publiques au Niger.

Tableau 16 : Expériences innovantes en matière de production et d'utilisation des données probantes au Niger

Thématiques	Expériences	Structure	Contact
« Système Sécurité alimentaires »	• La revue conjointe du secteur SANDAD ; • Mise en œuvre des stratégies/programmes de I3N, notamment : • Stratégie et Plan National d'Adaptation de l'Agriculture aux changements climatiques ; • Politique Nationale de l'Environnement et Développement Durable ; • Programme de Promotion de l'agriculture productive au Niger ; • Plan National pour l'Environnement et du Développement Durable ; • Stratégie de développement de la Pêche-aquaculture ; • Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres.	• HC3N • Ministère du secteur SANDAD	• Directeur de Suivi-Evaluation-Capitalisation du HC3N • Directeurs Etudes/Programmation des Ministères concernés.
« Environnement »	• Rapport de mise en œuvre PDES (Plan du Développement Economique et Social)	• Ministère du Plan	• DG / Programmation du Développement.
Environnement »	• Identification des secteurs et priorités d'adaptation CC • Synergie d'action à travers la participation des organisations paysannes	• Secrétariat Exécutif CNEDD • IRD et Université Tillabéri	• Secrétaire Exécutif CNEDD
« Développement Capital Humain »	• Revue des outils de recensements • Santé et Education : revues conjointes • Rapports de mise en œuvre des programmes des politiques/stratégues, dont : • Politique nationale de genre 2017 ; • Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre au Niger (2017-2021) ; • Politique nationale de la jeunesse révisée en 2022 ; • Politique Nationale de la Protection Sociale, 2011. • Rapport de mise en œuvre PDES	• INS • Ministères sectoriels • Ministère du Plan	• DG INS • Directeurs Etudes, Programmation/Statistiques. • DG /Programmation du Développement.

Thématiques	Expériences	Structure	Contact
Fragilité et cohésion sociale	Revue du Dispositif suivi et Gestion Crise alimentaire Rapport mise en œuvre des programmes de filets sociaux Revue de la phase 1 de la stratégie de la sécurité intérieure	Secrétariat du Dispositif	SE Dispositif
		Ministère de l'Intérieur	Coordonnateur Cellule Filets Sociaux DEP Ministère de l'Intérieur

Conclusion

L'état des lieux de l'écosystème des données probantes met en exergue un besoin de consensus sur les accompagnements nécessaires en matière de promotion des politiques publiques informées par les données probantes au Niger. En effet, quelle que soit la thématique considérée, l'analyse montre :

- le besoin d'un mécanisme inclusif d'identification des gaps en termes de données de la chaîne de production, de traitement et de diffusion ;
- la définition d'outils appropriés de renforcement de capacités en fonction des besoins des thématiques considérées. Les acteurs mettent l'accent sur l'évaluation des résultats (effets et impacts) des politiques publiques ;
- les thématiques où les besoins en données probantes sont les plus exprimés sont : les systèmes alimentaires, la protection sociale (capital humain), la fragilité et cohésion sociale et l'environnement.

Par ailleurs, le Centre d'Excellence doit faire face à des réalités locales dont entre autres :

- les problèmes de compétences qui ne faciliteront pas l'identification des besoins. Du reste, la plupart des cadres qui s'occupent des statistiques dans les ministères n'ont pas toujours la qualification requise ;
- la sédimentation de certaines habitudes non compatibles avec les principes d'un écosystème de données probantes efficace. A titre illustratif, beaucoup d'acteurs ne privilégient pas la synergie dans l'action ;
- le risque d'assimilation du Centre d'Excellence aux Think Tanks et Universités qui est perçu comme inadapté pour piloter des processus opérationnels de changement ou de résolution de problèmes. Cela suppose de déployer une approche pragmatique à travers un programme inclusif et un accompagnement de proximité.

Au niveau général et transversal, les bases d'amélioration de l'écosystème concernent principalement le renforcement de capacités institutionnelles. A priori, il est difficile pour les acteurs d'identifier la solution de façon fiable. Cela suppose, pour chaque thématique ou programme, un travail supplémentaire.

Annexes

Annexe 1 : Sigles et abréviations

ACED	: Centre Africain pour le Développement Équitable
ACMAD	: Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement
AD	: Associations de Développement
AEC	: Alternative Espace Citoyens
ANE	: Acteurs Non Etatiques
ANDDH	: Association Nigérienne des Droits de l'Homme
APAISE	: Alliance pour la Paix et la Sécurité au Niger
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIT	: Bureau International de Travail
BM	: Banque Mondiale
CNAP	: Centre National de coordination du mécanisme d'Alerte Précoce et de réponse aux risques sécuritaires
CNEDD	: Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNESS	: Centre National d'Etudes Stratégique et de Sécurité
DPPD	: Documents de Programmation Pluriannuel des Dépenses
FAO	: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAD	: Femme-Action-Développement
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
HACP	: Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HC3N	: Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HCME	: Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat
INRAN	: Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
INS	: Institut National de la Statistique
IRD	: Institut de Recherche pour le Développement
JVE	: Jeune Volontaire pour l'Environnement

MOJEDEC	: Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Education Citoyenne
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONEF	: Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
ONG	: Organisations Non Gouvernementales
ONPG	: Observatoire National de la Promotion du Genre
PFPN	: Plate-Forme Paysanne du Niger
PNPS	: Politique Nationale de Protection Sociale
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RECA	Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
REPPAD	: Réseau Panafricain pour la Paix, la Démocratie, et le Développement
RDFN	: Rassemblement Démocratique des Femmes au Niger
SANDAD	: Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable
SDS	: Stratégie de Développement de la zone Sahelo-saharienne
SJFE	: Sahel Jeunesse Femmes et Enfants
UE	: Union Européenne
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Annexe 2 : Liste des tableaux

Tableau 1 : Ministères et Directions clés par thématiques sont les suivantes	7
Tableau 2 : Rôle par catégorie d'acteurs clés de l'écosystème des DP au Niger	9
Tableau 3 : Acteurs clés & rôles, thématique de « Systèmes alimentaires »	10
Tableau 4 : Acteurs clés & rôles, thématique de « Développement Humain »	11
Tableau 5 : Acteurs clés & leurs rôles, « Fragilité et cohésion sociale »	12
Tableau 6 : Acteurs clés & leurs rôles, « Environnement »	13
Tableau 7 : Acteurs clés & rôles, thématique « Genre, équité, inclusion et diversité »	14
Tableau 8 : Relations entre acteurs de la thématique de « systèmes alimentaires »	18
Tableau 9 : Relations entre les acteurs du domaine du développement humain	18
Tableau 10 : Relations des acteurs du domaine de fragilité et cohésion sociale	19
Tableau 11 : Relations entre les acteurs du domaine de l'environnement	19
Tableau 12 : Catégories d'acteurs et besoins en capacités (systèmes alimentaires)	22
Tableau 13 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Système alimentaire »	24
Tableau 14 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Environnement »	25
Tableau 15 : Besoins au niveau du sous-écosystème, « Développement Humain »	28
Tableau 16 : Expériences innovantes en matière de production et d'utilisation des données probantes au Niger	30

Annexe 3 : Listes des structures représentées à la concertation

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Systèmes alimentaires	
Sphère politique / Administration pub.	Ministère de l'Agriculture et de l'élevage
	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
Recherche	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN)
Société civile	Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA)
	Plateforme paysanne du Niger
Développement Humain	
Sphère politique / Administration pub.	Ministère de la santé et de la population et des affaires sociales
	Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat
Recherche	Institut National de la Statistique (INS)
Société civile	Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Education Citoyenne (MOJEDEC)
	Femme Action et Développement (FAD)
Environnement	
Sphère politique / Administration pub.	Ministère de l'hydraulique, de l'assainissement et de l'environnement
	Conseil National de L'environnement pour un Développement Durable (CNEDD)
Recherche	AGRHYMET
	Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
Société civile	Jeune Volontaire pour l'Environnement (JVE)
	Initiative pour l'Arbre
Fragilité et cohésion sociale	
	Ministre de l'intérieur de la sécurité publique et de l'administration du territoire
	Haute Autorité à la consolidation de la Paix
Recherche	Centre National d'Etudes Stratégique et de Sécurité (CNESS) Mécanisme national d'Alerte précoce et de Réponse aux risques sécuritaires (CNAP)

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Société Civile	Alliance pour la Paix et la Sécurité au Niger (APAISE)
	Le Cercle de Réflexion et d'Action pour un Développement Local Innovant (Cercle-DEV)
Structures transversales	
Présidence de la République	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) Haut Commissariat à l'initiative 3N (HC3N)
Primature	Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME)
Ministère du plan (Ministre de l'intérieur de la sécurité publique et de l'administration du territoire)	Institut National de la Statistique
Ministère chargé de l'action humanitaire	-
Autres acteurs	Personnes ressources

Annexe 4 : Listes des personnalités rencontrées après la journée de concertation

Nom et Prénom	Domaine de spécialisation
Dr Mahamadou Saley	Production Animale, Conseiller, Ministère de l'Elevage
M Abdoulakader Moussa	DEP, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
Dr Moudy Sani	Agriculture, Inspecteur, Ministère de l'Agriculture
Dr Nafissatou Ali	Economiste, Protection Sociale, Expert CASEFSE
Ali Abdoulkadri	Développement rural, Expert, Cabinet du Premier Ministre
M Lawal Djerma	Education et formation
M Saminou Manomi	Environnement, Expert Projet P4R, Ministère des Finances
Abdoulaye Seydou	Paix et Sécurité, Coordonnateur Réseau REPPAD
Mme Dijé Ouagani	Promotion de la jeunesse, Directrice du Partenariat au Ministère de l'Action humanitaire

À propos des auteurs



Abdoulahi GARBA est un économiste de développement avec une solide expérience en formulation, suivi et évaluation des politiques publiques. Il a occupé des postes clés, notamment Coordonnateur de la Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Évaluation de l'action Gouvernementale (CAPEG) de 2017 à 2023, économiste pour la Banque mondiale à Niamey de 2010 à 2016, et expert-assistant en gestion de développement à la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED) au Niger.



Abdoul Kader NAMATA ISSA, est Politiste, titulaire d'un Master en Relations Internationales, option : Etude de sécurité, gestion des conflits et politiques de paix ; il est également titulaire d'un Master en communication Institutionnelle. Il a accumulé 10ans d'expériences et d'expertise dans la conception, la mise en œuvre l'évaluation des politiques et programmes en lien avec la Gouvernance Démocratique et Sécuritaire, la prévention et gestion des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent, le système électoral et l'appui institutionnel.



MSc Ariel Hardy HOUESSOU est titulaire d'un Master en agronomie. Il a plus de 10 années d'expériences dans les politiques de développement en Afrique de l'Ouest. Ses expériences abordent le suivi-évaluation et l'apprentissage, l'analyse de genre et des vulnérabilités sociales et l'analyse systémique du développement durable. Il est le spécialiste senior en valorisation et partage des connaissances de ACED et assure la co-gestion de l'Initiative du Centre d'Excellence Evidence Policy Action en Afrique de l'Ouest Francophone dans le cadre de l'initiative globale LEEPS.



Dr Rodrigue Castro GBEDOMON est un expert en science des données et un chercheur polyvalent, passionné par la mobilisation et l'utilisation des connaissances pour éclairer les politiques, les investissements et les pratiques. Il est le Directeur de la recherche et de l'apprentissage, et co-coordonnateur du Centre d'Excellence Evidence-Policy-

Action. Il a précédemment coordonné le département de gestion des connaissances du groupe GE21, un réseau suisse d'experts agissant comme un think tank et un centre de compétences en politique environnementale.



Dr Fréjus Sourou THOTO est un économiste du développement, spécialisé dans l'économie agricole et les politiques de développement. Il est le Directeur Exécutif de ACED. Dr Thoto concentre plus de 10 ans d'expérience pratique et de recherche sur les questions liées aux comportements des acteurs économiques, à la dynamique entrepreneuriale dans le secteur agricole et à la formulation des politiques de développement.



Ir Diatou NDIAYE est une ingénieure agronome diplômée de l'Institut Polytechnique UniLaSalle (France) et titulaire d'un Bachelor en International Food Chain Management de l'Université des Sciences Appliquées Aeres (Pays-Bas). Elle a intégré le secteur de la recherche agricole en 2018, travaillant sur des approches pluridisciplinaires qui allient les aspects agronomiques aux sciences sociales. Passionnée par la valorisation des résultats de recherche, aujourd'hui, elle est responsable des activités opérationnelles liées au partenariat LEEPS et au Centre d'Excellence Evidence Policy Action au sein de l'IPAR.



Dr Amadou GUEYE détient un Doctorat unique en Sciences de l'Environnement. Il est membre de la task force du Cabinet du Ministre de l'Hydraulique et l'Assainissement du Sénégal. Depuis 2022, Dr Gueye est Chercheur à IPAR et acteur clé dans les progrès récents de l'écosystème des données probantes concernant l'assainissement dans plusieurs pays francophones d'Afrique de l'Ouest à travers le projet WASPA, dont il est le coordonnateur. Il assure également la coordination du partenariat LEEPS et du Centre d'Excellence au sein de IPAR.



Dr Laure TALL, chercheuse en agroécologie, est Directrice de Recherche à l'IPAR au Sénégal, spécialisée dans cinq thématiques principales : transformation agricole, migration des jeunes, changements climatiques, Objectifs

de Développement Durable (ODD), et gouvernance des ressources naturelles. Elle a dirigé le Laboratoire National de Recherches sur les Productions Végétales et co-dirigé le Laboratoire Mixte International sur l'Intensification écologique des sols cultivés en Afrique de l'Ouest. Diplômée de l'université de Montréal, sa thèse porte sur les transformations microbiennes de l'azote dans les grandes rivières.



Dr Cheikh Oumar BA est un socio-anthropologue et actuel Directeur exécutif de IPAR. Il joue un rôle remarquable dans la participation de la société civile au dialogue politique national et sous-régional. Il a une expérience importante dans la communication politique et la valorisation des messages et leçons tirées des études scientifiques. Avec IPAR, il a pu nouer des partenariats avec plusieurs structures publiques et des partenaires dans le domaine de l'emploi des jeunes, de la migration, du développement agricole, et des changements climatiques.

Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude envers toutes les personnes ayant contribué à la concrétisation de cet exercice de diagnostic. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les participants aux divers travaux de concertation tenus dans chacun des pays et les acteurs clés qui se sont prêtés à nos entretiens, pour leur collaboration précieuse et leur disponibilité.

Nous tenons également à manifester notre reconnaissance envers l'intégralité de l'équipe de ACED et IPAR pour leur coopération exemplaire et leur assistance.

Enfin, nous exprimons notre sincère gratitude envers le Centre de Recherche pour le Développement International du Canada (CRDI), la Fondation William & Flora Hewlett (HF), la Fondation Robert Bosch (RBSG), et Results for Development (R4D) pour leur appui financier et technique.



Centre Africain pour le Développement Équitable

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un centre de réflexion et d'action qui favorise le développement équitable en Afrique (notamment francophone) à travers la promotion de la production et de la valorisation des données probantes, l'appui aux politiques de développement, et la mise en œuvre des actions au profit des communautés.

Abomey-Calavi, Bénin
+229 693 621 21
www.acedafrica.org
contact@acedafrica.org



Initiative Prospective Agricole et Rurale

L'IPAR est un Think Tank basé à Dakar, dont la mission est de contribuer au processus de développement économique et social du Sénégal et de la sous-région par la création d'un espace d'échanges et de débat adossé sur une recherche stratégique et prospective rigoureuse, connectée aux préoccupations des décideurs et des populations à la base.

Sénégal
www.ipar.sn



Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS)

Le LEEPS vise à promouvoir l'élaboration de politiques équitables et inclusives fondées sur des données probantes pour contribuer à atteindre les ODD et à améliorer les conditions de vie en Afrique subsaharienne.

